

Les freins à la croissance de l'économie libanaise

2018-2019

Résumé

L'extrapolation pour les années 2018 et 2019 des données macroéconomiques exposées dans l'ouvrage intitulé « Les moteurs de la croissance de l'économie libanaise de 1997 à 2017 » a permis de dégager les phénomènes à l'origine de la récession que le Liban a connu ces deux dernières années.

Cette étude estime le taux de croissance de la production intérieure brute à prix constants à -2,3% en 2018 et à -9,6% en 2019 suite à une baisse de la demande respectivement de 1,9% et de 6,7% durant ces deux années ; baisse qui s'est répercutée plus sur la production locale que sur les importations qui n'ont régressé que de 0,9% et de 0,2%.

La première section présente l'évolution de chacun des quatre éléments de la demande à l'origine de la croissance à savoir : la consommation des ménages, les investissements des entreprises, les dépenses publiques en biens et services et les exportations.

- en 2018, c'est la baisse de la consommation des ménages (-5,6% en volume) qui a provoqué en grande partie le recul de la demande. Constituant plus de la moitié de la demande, sa part dans la décroissance de la demande a été de -3,0 points de pourcentage.

- en 2019, ce sont les investissements privés qui, ayant fortement diminué (-29,4%) ont contribué à la plus grande partie du recul de la demande (-5,5 points sur -6,7%)

Cependant la consommation n'est pas une variable explicative valable de la variation du PIB. En effet, la consommation dépend elle-même en grande partie des revenus engendrés par le PIB. Il faut donc rechercher les variables dites exogènes c'est-à-dire indépendantes du PIB. Ces variables induisent une activité de production qui génère des revenus lesquels entraînent une demande de consommation, demande supplémentaire engendrant une nouvelle activité, ainsi de suite. C'est le phénomène de multiplication. *La section 2* évalue le multiplicateur de la demande qui dépend de quatre paramètres : la part du PIB dans la demande, la part du PIB distribuée en revenus qui dépend elle-même de l'amortissement des capitaux fixes et de la fiscalité indirecte, le taux de fiscalité directe affectant les revenus et enfin la propension à consommer des ménages. La valeur du multiplicateur ainsi calculée a été en hausse au cours des deux dernières années : 1,624 en 2018 et 1,691 en 2019 contre une moyenne de 1,595 durant la période 2011-2017. Cette hausse est due principalement à la hausse de la propension à consommer des ménages, leur consommation n'ayant pas diminué proportionnellement à la baisse de leur revenu.

La demande exogène est estimée en divisant la demande totale par le multiplicateur. Elle comprend les éléments suivants : les investissements privés, les dépenses publiques en biens et

services, les exportations et la consommation induite par les transferts reçus par les ménages provenant des Administrations publiques et l'Extérieur. La décroissance de la demande exogène a été, durant l'année 2019 plus forte que celle de la demande totale

Les sources financières à l'origine de la formation des différentes demandes exogènes sont abordées dans une *troisième section*

- Les exportations - y compris les dépenses des touristes - sont financées par l'Extérieur.
- Les investissements des entreprises sont financés par l'épargne privée (des Entreprises et des Ménages), l'Extérieur (les investissements directs étrangers), les crédits bancaires et le Trésor public.
- Les dépenses publiques sont financées par les recettes propres du Trésor et par l'endettement auprès des institutions financières, le secteur privé et l'Extérieur.
- La consommation exogène se réalise grâce aux transferts de l'Extérieur et du Trésor public ainsi que par les crédits bancaires mais ces derniers sont négligeables.

Quatre de ces sources de financement sont considérées comme exogènes c.à.d. non dépendant de la production intérieure : il s'agit de l'autofinancement des entreprises, des recettes propres du Trésor, des crédits bancaires et de l'apport de l'Extérieur. L'épargne des Ménages contribuant au financement des investissements et du déficit public dépend des revenus découlant soit de la production soit des revenus hors PIB.

La part de chacune de ces quatre sources dans le financement de la demande exogène (soit directement soit indirectement) est évaluée par des estimations basées sur les statistiques financières.

Il apparaît ainsi que l'apport de l'Extérieur est le plus important dans la formation de la demande exogène (de 41,7% en 2018 et 55,3% en 2019 Les recettes publiques viennent en deuxième position dans la formation de la demande exogène (36,2% et 48,4%) Les entreprises ont aussi contribué à la formation de la demande exogène à hauteur de 16,1% et 21,6%. Les crédits bancaires qui avait joué un rôle important durant les années précédentes dans le financement de la demande exogène (entre 17 et 18%) ont enregistré un net recul en 2018 (6%) et leur contribution a été négative en 2019 (-25,3%) et ont constitué ainsi le principal frein à la croissance ainsi que le montre *la dernière section* consacrée à la part de chaque source autonome de financement à la variation de la demande exogène.

La conclusion, tout en signalant la possibilité d'utiliser les renseignements contenus dans cette étude dans l'élaboration des politiques monétaires et fiscales, suggère de compléter cette étude par des investigations portant sur les facteurs qui ont provoqué les freins à la croissance durant ces deux années, en particulier sur les raisons de la paralysie des banques dans leur mission de financement de l'économie nationale.

Deux annexes reproduisent les données ayant servi à l'élaboration de cette étude.